

ILS SONT PLUS DE 200 À TRAVAILLER DANS DES CONDITIONS INHUMAINES

Sit-in des travailleurs de l'entreprise Zaccar à Bouira

*Des travailleurs saisonniers de l'entreprise régionale de génie rural, ERGR Zaccar basée à Bouira et qui possède des projets sylvicoles relevant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ont observé hier un sit-in de protestation devant la Direction régionale sise à la sortie est de Bouira sur la RN33.*

Lors de notre déplacement sur les lieux hier matin, nous avons été frappés par les conditions dans lesquelles ces travailleurs exercent au sein de cette entreprise qui possède un plan de charge au niveau du territoire national et entrant dans le plan quinquennal du PPDRI ou projet de proximité de développement rural intégré.

A Bouira, cette entreprise possède des dizaines de projets sylvicoles à travers les communes rurales. Cette entreprise, unique en son genre à l'échelle nationale, s'occupe des travaux sylvicoles en termes de défrichements des forêts, de corrections torrentielles, de plantations d'arbres fruitiers et forestiers dans le cadre de la reforestation après les incendies qui ravagent des milliers d'hectares d'espèces floristiques au niveau de nos forêts. Aussi, et c'est parce que cette entreprise possède un plan de

charge assez conséquent aux dires du représentant syndical affilié à l'UGTA qui était sur place parmi les travailleurs, il nous a été difficile de croire que les travailleurs saisonniers, qui étaient là sur place, percevaient des salaires mensuels ne dépassant guère les 15 000 dinars.

A notre étonnement, ces travailleurs nous ont présenté leurs fiches de paye des mois de décembre et novembre où l'on a relevé des salaires indécents de 14 286,27 dinars pour un maçon, et 11 949,91 dinars pour un bûcheron tronçonneur. D'autres travailleurs accourent pour nous parler de leurs salaires inférieurs à 10 000 dinars.

Des situations qui nous ont laissés cois surtout quand nous avons appris que ces travailleurs saisonniers sont dans la même situation depuis les années 1990, c'est-à-dire dépassant

20 ans sans que cette entreprise n'ait jamais pensé à les régulariser et leur assurer un salaire décent. Et tout cela se passe sous nos yeux, et sans que l'on sache comment cette entreprise fonctionne et sans aucun contrôle.

Cela même si nous savons que ces salaires sont calculés sur la base de six heures par jour et non huit heures, ces travailleurs, embauchés au sein de cette entreprise depuis 1988 pour certains d'entre eux, et sans presque discontinuer, hormis certaines périodes ne dépassant pas une année, nous évoquent également les problèmes de tenues de travail, de chaussures et d'agnats que cette entreprise ne leur a jamais assurés. Outre cela, le problème du transport est également évoqué par ces travailleurs qui rappellent qu'ils sont transportés sur des dizaines de kilomètres à bord de tracteurs, dans des conditions inhumaines surtout en période hivernale où il leur arrive de se déplacer à bord de cet engin inadéquat, à 3 heures du matin pour arriver au lieu du travail à temps, c'est-à-dire vers les coups de huit heures du matin. Et comble de l'inhumanité et de

l'exploitation qui frise l'esclavagisme, si jamais ces travailleurs qui sont transportés sur des kilomètres, dès les premières lueurs du matin et sous un froid glacial, sur les lieux, arrivent et qu'il pleut, ils sont refoulés à bord du même moyen de transport... et sans rémunération pour la journée car — situation de saisonnier oblige — ils n'ont pas travaillé. Des histoires que ces travailleurs racontent et qui nous ont donné le tournis tant nous n'avons jamais pensé que ces pratiques inhumaines pouvaient encore exister dans notre pays et en 2015.

Cela étant, et la chose qui nous a vraiment frappés, c'est lorsque ces travailleurs nous diront qu'ils ont toujours signé des conventions écrites en français auxquelles ils ne comprennent rien et par-dessus tout, leur sit-in de ce dimanche a été décidé après que les responsables de cette entreprise eurent convenu de réduire le montant journalier de 65 dinars/jour à 54 dinars /jour. Une réduction qui s'est répercutée sur les mensualités déjà dérisoires de ces pauvres travailleurs qui sont plus de 200 dans la même situation, habitant dans des

communes éloignées et enclavées comme Ridane, Maâmora, Taguedit, Medsour, Ahl Ksar, etc. et voyant leurs mensualités réduites d'une moyenne de 2 000 à 2 500 dinars.

Aussi, ce dimanche, lors de leur sit-in, ils ne réclament que le retour vers leurs anciens salaires, et si possible leur recrutement dans le cadre des CDD ou contrats à durée déterminée et non saisonniers.

Signalons qu'à l'issue de cette entrevue avec ces travailleurs à l'extérieur du siège de l'entreprise, le directeur de l'unité nous dira qu'il était prêt à nous recevoir. Mais une fois celui-ci parti, nous avons essayé de pénétrer à l'intérieur du siège mais un agent de sécurité, un homme barbu et d'un certain âge, nous intercepta, exigea la carte professionnelle et lorsque nous lui présentâmes celle-ci, il nous dira qu'il ne reconnaît ni cette carte ni d'ailleurs les journalistes, les «thayabat Al hammam» comme il le précisa avec arrogance. Nous avons quitté les lieux sans avoir l'avis des responsables par la faute d'un agent ignare.

Y. Y.

VISITE DU MINISTRE DES MOUDJAHIDINE À NAÂMA :

«Nous avons nos propres archives»

*Monsieur Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine, a effectué samedi et dimanche derniers, une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Naâma.*

Dans la journée de samedi, le ministre des Moudjahidine s'est rendu dans la commune de Asla, où il a visité le projet du centre de thalasso-thérapie et de repos des moudjahidine sis à la station thermique de Aïn-Ouarka.

A Aïn-Sefra, et plus précisément au camp de torture de Dzira, où a été perpétré l'un des grands génocides durant la guerre de Libération par le colonialisme, le membre du gouvernement a rencontré les moudjahidine de la région et a entendu un exposé des torturés (rescapés de la

machine à mort), représentés par M. Fellah Boudjemaâ : «M. le ministre, la Dzira verdoyante était devenue un camp de torture et de la mort et les dunes, lieu d'enfouissement des martyrs. Un camp spécialement aménagé pour la torture et tenu dans le secret total, et ce, pour mener à terme la sale et criminelle besogne contre les moudjahidine qui ont connu toutes sortes d'horreur des massacres, la bastonnade «aveugle», des liquidations, de la soif, la faim, et la folie.

Certains ont même subi des pratiques obscènes : hommes et femmes dénudés, brûlure et électrisation des parties génitales, l'exposition au soleil de corps nus les mains sur la tête (sous l'effrayant soleil d'été), immersion dans le puits pieds et poings liés, le supplice de la nuit : brique pesant 25 à 30 kg sur le dos jusqu'au matin, paroles et termes injureux.»

Après avoir pris connaissance du site, M. Zitouni a, lors d'un point de presse, déclaré que ces lieux resteront des mémoires, des archives et peuvent être comptés parmi les événements les plus marquants de l'histoire de l'Algérie, ce sont ces moudjahidine qui sont encore en vie, ces camps, ces montagnes, les lignes Challes et Morice (électrifiées et minées), qui peuvent aujourd'hui témoigner et contribuer à l'écriture de l'histoire de la Révolution algérienne, sans demander les archives à la France ; d'ailleurs, certains moudjahidine m'ont salué avec des mains amputées, c'est dire que nous avons nos propres archives.

La visite a été honorée pour cette première journée, par une séance de travail à laquelle ont pris part les autorités locales, les élus, la société civile et les moudjahidine. Dans la foulée de l'in-

tervention, les discussions ont, d'un côté eu trait sur des sujets historiques et révolutionnaires, et d'un autre, sur des problèmes contemporains préoccupants, notamment, les droits des moudjahidine et les ayants droit.

Pour la seconde journée (dimanche), M. Zitouni a été l'invité de la radio locale pour un second point de presse, où, à travers les ondes, a également traité et développé les grands axes sur l'écriture de l'histoire qui demeure l'un des grands soucis des Algériens, notamment pour les générations futures.

Le membre du gouvernement a clôturé sa tournée par de brèves visites, notamment auprès de la Direction des moudjahidine, du Musée du moudjahid et du centre des victimes de guerre.

B. Henine

AÏN-SEFRA

La protestation continue

*La place Tahrir a été encore, ce samedi, le théâtre d'une grande manifestation initiée par la coordination de Aïn-Sefra-Wilaya.*

Malgré les assurances du Premier ministre, M. Sellal, qui a reçu ce même jour (samedi), au siège du palais du gouvernement, une délégation de notables de cette ville martyre, que la capitale des monts des ksour serait «Aïn-Sefra-déléguée à partir de 2016» et qu'il fera son possible pour que Aïn-Sefra soit une région qui

relèverait du Sud (un statut qui devrait avoir l'aval de l'APN), si cela se fait au courant de 2015, Aïn-Sefra sera dans le quota de 2015». Mais la population, de peur d'un lendemain incertain, une expérience vécue rappelons-le, en dernière minute lors du découpage administratif de 1984, qui a vu le fameux ordre chronologique

44 Aïn-Defla - 45 (passant subitement au profit de Naâma au détriment de Aïn-Sefra) et 46 Aïn-Témouchent, ne compte pas céder tant qu'il n'y aura pas une annonce officielle à travers les médias publics.

Une grande manifestation avec un emblème national géant accroché sur une large façade, et des banderoles et pancartes étaient portées par les jeunes, scandant de temps à autre des slogans, à

l'exemple de : «Hogra lé ouled thouwar (Mépris aux fils des révolutionnaires), Aïn-Sefra-Wilaya, ville des martyrs, ville révolutionnaire, rendez-nous notre droit spolié, entre Aïn et Aïn il ya un N (nif) et bien d'autres slogans.

Signalons enfin que le rendez-vous a été pris pour samedi prochain, même place, même heure, même slogans.

B. H.

BLIDA

18 000 volailles suspectées de grippe aviaire abattues

*Les éléments de la Direction de l'agriculture de la wilaya de Blida viennent d'abattre environ 18 000 poulets à Soumaâ, à 10 kilomètres à l'est de Blida. Et pour cause, ces derniers étaient suspectés d'être atteints de la grippe aviaire.*

La suspicion de cette affection est venue suite à la mort de plusieurs centaines de volailles.

Des analyses ont été effectuées sur ces dernières et l'on attend, nous dit-on, la confirmation ou non du virus

H5N1, responsable de cette pathologie, très dangereuse pour l'homme en raison de sa transmissibilité.

Selon des vétérinaires, «dès lors que l'alerte fut donnée au niveau de l'entreprise d'aviculture de Amroussa, dans la commune de Soumaâ, nous nous sommes déplacés sur les lieux et avons prélevé quelques échantillons de poulets morts pour analyse.

Si la cause de leurs décès est la grippe aviaire, nous serons dans l'obligation d'étendre cette opération sur d'autres poulaillers par endiguer l'épidémie».

Il faut dire que la décision

d'abattre ces poulets était plus que nécessaire en raison du risque de pandémie, surtout que cette région est connue pour l'élevage de poulets de chair.

Il est vrai que cette entreprise a subi de considérables pertes mais il n'y avait pas d'autres alternatives que de les abattre pour éviter des désagréments aux consommateurs.

Il importe de signaler que cette opération s'est déroulée en présence des éléments de la Gendarmerie nationale, des vétérinaires et d'un élu de l'APC de Soumaâ.

M. B.

ORAN

Mort suspecte d'un médecin du CHU

Dans la nuit de samedi à dimanche, le service des urgences du CHUO a enregistré le décès d'un médecin généraliste de double nationalité algéro-syrienne.

Les médecins soupçonnent une grippe saisonnière aiguë en attendant les résultats des examens sanguins envoyés à l'Institut Pasteur à Alger.

Le médecin en question était âgé de 62 ans et exerçait en tant que médecin généraliste au niveau de l'hôpital de Timimoun à Adrar. A son transfert à Oran, le patient présentait un état critique. Il souffrait d'insuffisance rénale et de difficulté respiratoire. Malgré une prise en charge rapide, le patient a rendu l'âme avant même de confirmer qu'il s'agissait d'une grippe saisonnière sévère.

Pour rappel, l'hôpital d'Oran reçoit chaque jour près de 100 cas de grippe saisonnière dont 10 cas critiques ou sévères. Depuis le début de l'hiver, Oran a enregistré deux victimes, deux femmes, mortes suite à leur infection de la grippe saisonnière.

Amel Bentolba

SANTÉ À AÏN-TÉMOUCHENT

Prise en charge totale des malades chroniques

Selon la responsable des structures sanitaires, le nouveau programme de la prise en charge médicale des patients chroniques, et ceux incapables de se rendre aux hopitaux et structures sanitaires, a démarré en ce mois de février.

L'opération est menée par une équipe médicale spécialisée dont des médecins généralistes, des spécialistes et des paramédicaux, elle touche les patients atteints de cancer et d'AVC et de bien d'autres pathologies qui obligent les malades à rester hospitalisés pour une longue durée, qu'ils soient vieux ou jeunes. Ces malades à qui on a consacré une équipe médicale composée de médecins et paramédicaux, selon les cas, telle la cellule qui est mise en place au niveau de l'hopital Ahmed-Medeghri de Aïn-Témouchent.

S. B.